

SECTION DISCIPLINAIRE

ANNÉE 2025-2026

**DECISION
DE LA COMMISSION DE DISCIPLINE COMPÉTENTE
À L'ÉGARD DES USAGERS
UVSQ/2025.10/n°01**

Réunie le mardi 21 octobre 2025

Affaire de Madame

Etaient présents :

- Monsieur Stéphane VINIT, maître de conférences, président de la section disciplinaire,
- Madame Anne-Marie GONCALVES, professeur des universités,
- Madame Aline LEMEUR, maître de conférences,
- Madame Marine SEGUIER, étudiante,
- Madame Eloa EGUILUZ BLANCO, étudiante,
- Monsieur Nathan de LATAULADE, étudiant.

Membres de la commission de discipline

Assistés lors des débats par :

- Monsieur Lucien Kownacki, chargé des affaires juridiques, chargé des fonctions de secrétaire de séance.
- Vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et notamment son article 6 § 1^{er} ;
- Vu le code de l'éducation et notamment ses articles R.811-11, R.811-27, R811-28, R.811-28, R.811-29, R.811-36 et R.811-40 ;
- Vu l'arrêté N°2025-099 portant nomination de Madame Michèle REISDORF-CREN, représentante du Président de l'UVSQ dans le cadre de la procédure disciplinaire instituée par l'article R.811-40 du code de l'éducation
- Vu l'audition de Madame en date du mercredi 30 avril 2025 par Madame Michèle REISDORF-CREN, représentante du Président de l'UVSQ dans le cadre de la procédure disciplinaire de l'article R.811-40 du code de l'éducation ;
- Vu la proposition de sanction de Monsieur le Président de l'UVSQ en date du 13 mai 2025 (exclusion de douze mois dont dix mois avec sursis de l'UVSQ) ;
- Vu le refus de la proposition de la sanction par Madame dans les délais impartis et par mail en date du 19 mai 2025 ;

- Vu la requête du 26 mai 2025 par laquelle Monsieur le président de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines a saisi la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers conformément à l'article R.811-40 du code de l'éducation ;
- Vu la désignation de Madame Aline LEMEUR et de Monsieur Nathan de LATAULADE en qualité de rapporteurs le 19 juin 2025 ;
- Vu le rapport de la commission d'instruction remis le 08 juillet 2025 au Président de la section disciplinaire ;
- Vu l'ensemble des pièces versées au dossier ;

Le dossier disciplinaire et le rapport d'instruction ayant été tenus à la disposition des parties, de leur conseil et des membres de la section disciplinaire dix jours francs avant le jour fixé pour la séance d'examen de l'affaire.

Madame _____ dûment convoquée, s'étant présentée à la commission de discipline qui s'est tenue en salle N°30 – Multimédia, au siège de l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 55 avenue de Paris, 78 000 Versailles le mardi 21 octobre à 09h45.

Madame _____ a été accompagnée par son conseil Madame _____

La commission de discipline délibérant valablement,

APRES AVOIR ENTENDU :

- ☞ Le procès-verbal de constatation des faits,
- ☞ Le rapport d'instruction,
- ☞ Madame _____
- ☞ Madame _____

APRES EN AVOIR DELIBERÉ :

Considérant que Madame _____ s'est présentée à la séance d'examen de l'affaire devant la commission de discipline usagers de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines le mardi 21 octobre à 09h45 accompagnée de son conseil ;

Sur la régularité des poursuites engagées par la section disciplinaire et des pièces du dossier :

Considérant que, aux termes de l'article R.811-11 du code de l'éducation, « relèvent du régime disciplinaire prévu aux articles R.811-10 à R.811-42 : « Tout usager de l'université lorsqu'il est auteur ou complice notamment : [...] 2° D'une fraude ou d'une tentative de fraude commise notamment à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours ».

Considérant que Madame _____ a reçu l'ensemble des pièces justificatives dès le déclenchement des poursuites disciplinaires ;

Considérant que conformément aux droits de la défense, Madame _____ a pu faire part de ses observations écrites sur les pièces du dossier et à l'oral pendant la séance d'examen de l'affaire et devant les rapporteurs du dossier disciplinaire ;

Sur les faits :

Considérant qu'il est porté à la connaissance du Président de l'Université, en janvier 2025, une tentative de fraude ou fraude commise en raison de la falsification d'une fiche-horaire de stage ;

Considérant que Madame _____ a reconnu les faits reprochés dans le procès-verbal de constatation des faits et a indiqué, lors de son audition avec la représentante du Président de l'UVSQ, qu'elle regrettait totalement son geste ;

Considérant que les faits de fraude pour falsification d'une fiche horaire de stage sont constitués ;

Considérant que l'étudiante a expliqué son refus de la proposition de sanction puisque celle-ci lui aurait empêché de rattraper son stage durant l'été 2025, et donc d'obtenir son diplôme en fin d'année universitaire ;

Considérant que lors de son audition avec les rapporteurs, l'étudiante a expliqué que la semaine précédant son stage, elle a eu un arrêt de travail de son médecin ;

Considérant que le lundi 28 octobre 2024, premier jour de son stage, elle a signalé son absence en raison de son arrêt de travail et ne s'est présentée que le lendemain ;

Considérant que c'est au moment de l'envoi des différents documents relatifs à son stage qu'elle a réalisé que son arrêt de travail prenait fin le dimanche 27 octobre 2024 ;

Considérant que son absence en stage le lendemain n'était donc pas justifiée, et nécessitait d'être rattrapée ;

Considérant que l'étudiante a donc décidé de falsifier sa fiche-horaire de stage pour supprimer la mention de l'absence du lundi 28 octobre 2024 pensant initialement qu'elle ne pouvait pas rattraper son stage durant l'été ;

Considérant que l'étudiante a d'abord nié les faits puis les a reconnus lors d'une seconde réunion avec la directrice du département ;

Considérant que l'étudiante s'excuse sincèrement de son acte qui ne représente pas, selon elle, la sage-femme qu'elle souhaite devenir ;

Considérant que l'étudiante a pris conscience de la gravité de ses actes et les membres ne souhaitent pas bloquer l'obtention du diplôme de l'étudiante ;

Par ces motifs, et après en avoir délibéré, la décision a été prise au scrutin secret :

DÉCIDE

Article 1^{er}

De sanctionner Madame _____
mois dont dix mois avec sursis.

d'une exclusion de l'UVSQ de douze

Article 2

La présente décision sera affichée sans mention du nom et de la date de naissance de l'intéressée au sein de l'UFR SVS ainsi que sur le site internet de l'UVSQ.

Article 3

La présente décision sera notifiée à Madame _____, à Monsieur le Président de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et à Monsieur le Recteur de région académique.

Article 4

La présente décision est exécutoire à compter de sa notification. Conformément à l'article R.421-1 du code de Justice Administrative, un recours pour excès de pouvoir à l'encontre de la présente décision peut être formé dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Versailles ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr, à compter de la notification de la présente décision.

Fait à Versailles, le 27/10/2025

Le Président de la section disciplinaire,
Monsieur Stéphane Vinit



Le secrétaire de séance,
Lucien Kownacki

